

~~AFGHANISTAN~~

---

Les femmes sont la cible d'homocides et de viols au cours du conflit armé

Index AI : AI/11/06/95

Embargo : jeudi 18 mai 1995

Selon un rapport publié ce jour (jeudi 18 mai) par Amnesty International, les femmes sont particulièrement visées dans la crise des droits fondamentaux qui se perpétue en Afghanistan.

« Les femmes sont victimes d'homocides, d'enlèvements et de viols, perpétrés tant par les forces gouvernementales que par les groupes politiques armés, dénonce l'Organisation. Bien que les belligérants déclarent fréquemment qu'ils souhaitent rétablir les garanties en matière religieuse, ethnique et morale, ils ne cessent de porter atteinte aux droits de l'homme. »

Des mères ont été contraintes d'assister au viol de leurs filles. Des enfants ont été témoins du passage à tabac et du meurtre de leurs parents. Des milliers de femmes ont assisté, impuissantes, à la destruction de leur maison et ont vu leurs proches se faire brutaliser. Des centaines de milliers de femmes ayant traversé péniblement, à pied, en compagnie de leurs enfants, des zones de montagne dangereuses ont été victimes de violences ou de sévices sexuels lorsqu'elles sont parvenues aux postes de frontière et dans les camps de réfugiés au Pakistan.

« De telles violations des droits fondamentaux pourraient être évitées si des mesures concrètes étaient prises lors de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui aura lieu à Beijing en septembre 1995. Cette conférence devrait être l'occasion pour les gouvernements de réaffirmer leur soutien aux normes internationales en matière de droits fondamentaux », a poursuivi Amnesty International.

Le rapport de seize pages publié par l'Organisation sous le titre La situation des femmes en Afghanistan. Un désastre humanitaire se base sur des entretiens que des représentants de l'Organisation ont eu avec des réfugiés afghans parvenus récemment au Pakistan et dans d'autres pays.

Ce document contient le témoignage de femmes sur des homocides délibérés, des viols et d'autres formes de torture, des enlèvements, des sévices sexuels ainsi que sur la persécution politique de ceux qui tentent de promouvoir les droits fondamentaux des femmes.

Amnesty International a demandé aux autorités intérimaires de l'Afghanistan et aux dirigeants de tous les groupes politiques armés d'empêcher leurs forces d'attenter aux droits de l'homme, et de veiller à ce que les droits fondamentaux des femmes soient respectés.

Elle a exhorté la communauté internationale à prendre de toute urgence des mesures contribuant à mettre fin au désastre humanitaire qui continue d'accabler l'Afghanistan. Elle a demandé à tous les gouvernements de veiller à ce qu'aucun entraînement ni aucun matériel militaire ne soit fourni à aucune des parties en présence et sauf s'il est garanti qu'ils ne seront pas utilisés pour commettre des atteintes aux droits de l'homme.

Des personnes ayant fui l'Afghanistan au milieu de l'année 1994 ont raconté que des membres des forces armées du général Abdul Rachid Dostom avaient pénétré dans leur maison, à Kaboul, et avaient abattu leur fille lorsqu'elle avait refusé de les suivre. Les membres d'une autre famille ayant quitté le pays à la même époque ont déclaré aux délégués de l'Organisation qu'en mars 1994 des combattants appartenant aux forces de ce général avaient également fait irruption dans leur domicile, à Kaboul, et tué leur fille :

« Ils étaient une douzaine, tous armés de Kalachnikov et le visage dissimulé. Ils nous ont demandé de leur donner notre fille, nous avons refusé. Ils ne l'ont pas accepté et nous ont demandé de faire venir notre fille pour qu'ils lui parlent. Nous l'avons appelée et elle leur a dit qu'elle ne voulait pas partir avec eux. L'un d'entre eux a alors levé sa Kalachnikov et a abattu notre fille sous nos yeux. Elle n'avait que vingt ans, et elle était sur le point de terminer ses études au lycée. Nous l'avons enterrée. » Le viol systématique de femmes par des membres des diverses factions en présence semble être encouragé par leurs dirigeants pour terroriser les civils et récompenser les combattants. Un grand nombre d'Afghanes auraient été enlevées et détenues par des groupes de moudjahidin à des fins sexuelles, avant d'être vendues comme prostituées. D'autres auraient été arrachées à leur famille contre une somme d'argent ou pour être mariées à des commandants de groupes de moudjahidin. Une femme a déclaré aux représentants d'Amnesty International que sa nièce, âgée de treize ans, avait été enlevée à la fin de 1993 par les hommes armés d'un commandant du Hezb-e Islami (Parti de l'islam) :

« Ils ont dit que leur commandant la voulait et ils l'ont emmenée. Elle résistait en hurlant, mais ils l'ont entraînée de force. Nous avons peur d'être tous tués si nous tentions de nous y opposer. Quelques mois plus tard, le commandant a été tué au combat et la jeune fille a pu revenir chez son père. L'enlèvement de très jeunes filles est devenu courant ces dernières années. Ils tuent celles qui refusent de les suivre ».

Jusqu'au début de l'année 1995, deux alliances politiques majeures se disputaient le pouvoir en Afghanistan. Les combats avaient lieu entre, d'une part, la Shura-e-nazar (Conseil de supervision) – regroupant tous les chefs de guerre appartenant au Jamiat-e Islami (Société de l'islam) – et, d'autre part, le Conseil suprême de coordination de la révolution islamique, rassemblant les forces du général Dostom, le Hezb-e Islami (Parti de l'islam) – dirigé par Gulbuddin Hekmatyar –, et le parti chiite Hezb-e Wahdat (Parti de l'unité). Les combattants de ces deux alliances ont violé les droits fondamentaux des femmes en toute impunité.

Depuis février 1995, la nouvelle force politique connue sous le nom de taliban ("étudiants-soldats") a pris le contrôle de neuf des trente provinces du pays. Les taliban ont pour objectif d'établir un système de gouvernement strictement islamique.

Victimes de violations et d'exactions épouvantables, les femmes ont de plus été privées d'autres droits fondamentaux – tels que le droit d'association, le droit à la liberté d'expression et le droit au travail – par les taliban et les groupes de moudjahidin, selon lesquels il est contraire à l'islam que les femmes se livrent à ces activités. Par exemple, ces groupes auraient menacé des femmes pour les dissuader de travailler en dehors de chez elles ou de suivre des formations sur la santé et la planification familiale assurées par des organisations non gouvernementales. Des femmes instruites ont été menacées à plusieurs reprises par des groupes de moudjahidin l

Pour plus d'informations ou pour obtenir le document au complet, communiquer avec Amnesty International au (44) 171 413-5729 (téléphone) ou au (44) 171 956-1157 (télécopie).